La Bretagne entre conquête républicaine et intégration nationale : 1870-1914

Jean-François Tanguy

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1178>

DOI : 10.4000/abpo.1178

ISBN : 978-2-7535-1496-6

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2004

Pagination : 71-96

ISBN : 978-2-7535-0082-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean-François Tanguy, « La Bretagne entre conquête républicaine et intégration nationale : 1870-1914 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 111-4 | 2004, mis en ligne le 20 décembre 2006, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1178> ; DOI : 10.4000/abpo.1178

La Bretagne entre conquête républicaine et intégration nationale : 1870-1914

Jean-François TANGUY

Maître de conférences en histoire contemporaine
CRHISCO – Université Rennes 2 Haute-Bretagne

Le concept d'intégration d'une ou de plusieurs régions dans le cadre de l'État-nation, en formation à la fin du ^{xix}^e siècle dans tous les pays d'Europe, a été exploré depuis une bonne vingtaine d'années dans différents travaux dont certains ont atteint à une relative célébrité¹. Nous voudrions ici replacer le cas de la Bretagne, région périphérique par excellence, dans cette problématique, en montrant comment cette intégration – réelle – a été précipitée par deux événements inattendus, la guerre de 1870 et la défaite, la fondation de la Troisième République – le second étant la conséquence directe du premier. Il ne s'agira pas du tout de savoir comment les Bretons sont devenus républicains, ce qui est une autre question, mais comment ces décennies révèlent un territoire déjà très éloigné du pays insurgé de 1793-1801 et acceptant finalement sans trop de difficultés de suivre les destinées nationales tout en conservant des particularités durables.

La guerre de 1870 : un test de l'intégration de l'Ouest à la nation

D'un certain point de vue, la guerre de 1870-1871 va agir sur l'Ouest en général et la Bretagne en particulier comme le révélateur de la plus ou moins grande intégration de la région dans un ensemble national. On ne peut lui comparer aucune guerre du passé : les levées en masse de la Révolution n'avaient concerné qu'une partie de la classe d'âge appelée et on sait à quel point elles avaient été à la source de la guerre civile. La conscription consulaire et impériale postérieure à la loi Jourdan était restée loin d'embrasser la totalité de l'effectif théorique possible et on sait à quel point l'Empire avait dû constamment armer sa vigilance pour faire face aux désertions et refus d'incorporation, variables d'ailleurs selon les

1. Depuis bien sûr, Eugen Weber, *La Fin des terroirs. La modernisation de la France rurale (1870-1914)*. Paris, Fayard, 1983; le titre original était plus conforme à l'idée centrale : *Peasants into Frenchmen*, Stanford, U.P., 1976.

périodes et les contrées. Par la suite, les différents systèmes mis en place avaient tous comporté, à des degrés variables, tirage au sort et possibilité d'échapper au service par le remplacement personnel. C'est avec la loi Niel de 1868 que pour la première fois était posé le principe d'une obligation visant tous les hommes valides, certes très modulée : entre les « mauvais numéros » non remplacés et les autres, la différence de traitement restait béante. Mais enfin, tous les bons numéros, tous les remplacés, devaient en principe intégrer les rangs de la garde mobile. Quand la guerre éclata, celle-ci n'avait pas vraiment été organisée : mais l'anéantissement de l'armée impériale en un mois et le refus du nouveau gouvernement républicain d'en tirer les conséquences va obliger les autorités à mobiliser, vaille que vaille, la totalité des hommes valides disponibles entre 21 et 35 ou 40 ans dans le cadre de la garde nationale mobilisée, sans compter ceux incorporés dans la mobile et dans l'armée régulière.

La question est donc : comment la population réagit-elle à cette mobilisation quasi-générale, sachant qu'il ne s'agissait pas seulement de manifester une opinion mais d'affronter des réalités pouvant s'avérer cruelles ? Pour aller à l'essentiel, on dira que :

1- Il n'y eut aucun mouvement de résistance à la levée en masse ; mieux, l'attitude d'ensemble se caractérise par une grande docilité aux directives officielles. Les autorités ne rencontrèrent guère de difficultés effectives et la mobilisation fut réalisée à peu près complètement. Pas de Vendée, pas de chouannerie, pas de désertions massives.

2- Par contre, on ne décèle non plus aucun enthousiasme, aucune détermination, aucun empressement à défendre la patrie menacée. Relative indifférence, sentiment que plus la guerre sera courte, mieux cela vaudra, et quel que puisse être le résultat final, volonté claire de tenter de limiter au mieux les risques individuels, voilà les sentiments collectifs dominants. Le taux de désertion sera faible au départ pour atteindre un niveau non négligeable à partir de la mi-décembre, sans jamais menacer la cohésion de la garde nationale mobilisée, *a fortiori* de l'armée.

On est donc en présence d'une situation exactement à mi-chemin entre les forts mouvements de résistance et de révolte de 1793-1794 (et même de l'époque impériale) et la détermination sans faille ou à peu près de 1914. L'autorité de l'État est suffisamment établie pour ne pas craindre un refus massif – et alors même que cet État est représenté par un gouvernement dépourvu clairement de légitimité dynastique ou démocratique. Mais le sentiment d'appartenir à une « nation » aux buts évidents à tous est encore loin de se trouver universellement partagé.

En Ille-et-Vilaine, les délégués cantonaux du comité de défense départemental évoquent à de nombreuses reprises des attitudes toutes similaires : la mobilisation se fait sans difficultés, mais l'efficacité de celle-ci semble pour le moins sujette à caution. Sur le premier point, le témoignage du comte de Barthélémy, préfet d'Ille-et-Vilaine à partir de février 1871 et sans doute peu enclin à accorder trop de louanges au gouvernement de la Défense nationale, est assez net :

« L'organisation de la garde mobile fut exactement celle que prescrit la loi du 1^{er} décembre 1868. Elle était à peine commencée au début de la guerre, mais l'administration préfectorale la compléta rapidement, et remit les bataillons, mal vêtus, il est vrai, et équipés à la hâte, à l'autorité militaire.

La garde nationale mobilisée fut organisée avec une extrême promptitude, au milieu de difficultés de toutes sortes qui disparaissaient, du reste, devant la bonne volonté [sic] des populations; elle fut conforme aux prescriptions du décret du 29 7^{bre} 1870, sauf sur deux points : il fut jugé impossible de former un bataillon par canton; – l'effectif de chaque bataillon eut été trop réduit – et l'on se borna à élire trois officiers par compagnie, au lieu de cinq; cette réduction était nécessitée par la rareté des candidats capables, et elle réalisait d'ailleurs une économie². »

Reste que les gardes nationaux semblèrent considérer – au moins dans un premier temps – l'appel sous les drapeaux comme une sorte de corvée inévitable permettant d'ailleurs de se réunir de manière quasiment festive avec beuveries afférentes. Le conseil que donnent les responsables « de terrain » est de « dépayser » au maximum les mobilisés : le conseil est trop général pour être sans importance. Tant qu'ils sont à proximité de leur village, entre eux, les hommes ne sauraient faire preuve d'aucun enthousiasme, d'aucune efficacité. Éloignés, ils pourraient se comporter tout autrement. Le maire de Châteaugiron :

« [...] Si ces gardes nationaux mobilisés sont laissés dans leur commune pour apprendre les exercices, soit une partie au bourg, et les autres sections dans certains lieux d'agglomérations de fermes sous le commandement de leurs officiers et sous-officiers [élus!] dans lesquels ils n'ont qu'une demi-confiance et pour lesquels ils n'ont pas de subordination, leurs réunions auront pour résultat de ne rien apprendre et de plus elles occasionneront des désordres inévitables dont la grande quantité de cidre en sera la cause, et par suite des disputes et des coups, c'est ce qui est déjà arrivé dans certaines communes de mon canton³. »

Il faut donc absolument concevoir leur utilisation dans un cadre régional ou national beaucoup plus vaste. Mêmes réflexions en Mayenne :

« Et, chose rassurante, les mêmes hommes qui refusent aujourd'hui de se défendre chez eux, appelés au chef-lieu, pour l'armée active, quelle que soit leur position – mariés ou non – situation prospère ou médiocre – partiront sans aucune difficulté, et je dis plus, seront de bons et solides soldats [...] ⁴. »

En tout cas, les autorités pensèrent que le jeu en valait la chandelle : on sait que parmi les armées provinciales organisées figurait une « Armée de Bretagne » d'abord placée sous le commandement du général de Kératry. Il n'est possible ici que d'effleurer ce vaste sujet, matière encore aujourd'hui

2. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 R 32. Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 décembre 1871.

3. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 R 32, le maire de Châteaugiron au préfet d'Ille-et-Vilaine, mercredi 12 octobre 1870.

4. Arch. dép. de la Mayenne, le délégué du Comité de défense du canton de Pré-en-Pail au préfet de la Mayenne, jeudi 13 octobre 1870.

à polémiques peu scientifiquement fondées. Kératry regroupa les troupes dont il pouvait disposer sur le site de Conlie dans la Sarthe, mais ses rapports avec Gambetta devinrent très vite orageux. Nommé à la mi-octobre 1870, il dut démissionner dès la fin novembre. Le camp, dans sa première version, fut alors progressivement évacué. Il fut réoccupé par les mobilisés et les mobiles lorsque les Allemands se rapprochèrent de la Bretagne en janvier 1871. De cette affaire complexe sortit une légende noire qu'on a, assez curieusement, eu peu jusqu'ici le souci d'éclairer. Gambetta aurait *volontairement* laissé dépérir de faim et de maladie les 40 000 hommes réunis à Conlie, sans leur donner l'instruction, les armes et les munitions nécessaires pour se battre, alors qu'ils ne demandaient pas mieux. La raison en aurait été sa crainte, qu'auréolée d'une éventuelle victoire, cette « armée de chouans » ne se retournât contre la république naissante. Cette version tardive prétendit être accréditée par les travaux réalisés dans le cadre de l'*Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement du 4 septembre*, initiée par l'Assemblée monarchiste, et notamment par le rapport du prestigieux érudit – et homme politique de droite – Arthur Le Moyne de la Borderie, rédigé en 1872 et paru sous forme d'ouvrage en 1874⁵. Cette légende fut en fait construite au ^{xx}e siècle par certains acteurs du mouvement breton naissant, notamment par Camille Le Mercier d'Erm (le barde « Kammermor ») qui publia en 1937, *L'Étrange aventure de l'Armée de Bretagne*⁶, complétée en 1975, trois ans avant sa mort, par *Une Armée de Chouans*⁷. Sans vouloir traiter ici de façon exhaustive un problème très complexe, on dira que l'idée d'un plan machiavélique conçu par Gambetta pour anéantir cette prétendue « force bretonne » est, pour de nombreuses raisons, absurde⁸. Elle n'a d'ailleurs nullement été soutenue par La Borderie : celui-ci, qui n'était certes point gambettiste du tout, écrivait textuellement, et de façon beaucoup plus nuancée :

« [...] Les mobilisés bretons se crurent de plus en plus voués au rôle de victimes [...] Telle est aujourd'hui [1874] encore l'opinion générale en Bretagne, et cette opinion – conséquente avec elle-même – attribue le non-armement des troupes de Conlie aux sentiments de défiance du Gouvernement de Tours à l'égard des Bretons. Sans rien préjuger, deux points nous semblent acquis : 1° la possibilité d'armer les mobilisés bretons, conformément aux promesses qu'on leur avait faites ; 2° l'existence à Tours et à Bordeaux, dans le monde gouvernemental, de préventions politiques défavorables à l'armée de Bretagne⁹. »

5. *Le Camp de Conlie et l'armée de Bretagne, rapport fait à l'Assemblée nationale par Arthur de La Borderie*, Édition revue par l'auteur, accompagnée de pièces justificatives et de documents nouveaux, Paris/Nantes, Plon/Forest/Grimaud, 1874

6. LE MERCIER D'ERM, Camille, *L'Étrange aventure de l'armée de Bretagne, le drame de Conlie et du Mans (1870-1871)*, étude présentée d'après des documents nouveaux, Dinard, Édition de l'Hermine, 1937

7. LE MERCIER D'ERM, Camille, *Une Armée de chouans : le drame politique de l'armée de Bretagne, 1870-1871*, Paris, Perrin, 1975

8. Pour de nombreuses raisons. Une seule : à qui fera-t-on croire que, vainqueur de l'Allemagne, Gambetta aurait eu quelque chose à redouter en France ?

9. LA BORDERIE, A. de, *Le Camp de Conlie...*, *op. cit.*, p. 246. L'existence de ces « préventions » n'est pas impossible. Reste qu'il est curieux de rassembler une armée avec

Nulle part La Borderie ne prétendait que l'armée de Bretagne était une « armée de chouans » décidés à en finir avec la République. Certes, il reprochait à Gambetta d'avoir lancé des proclamations républicaines à des hommes venant « d'une province où de notoriété publique, la république ne comptait qu'un bien petit nombre de partisans ». Mais cette opinion n'impliquait nullement un engagement actif dans une quelconque chouannerie. Kératry, et La Borderie l'en félicitait « s'était toujours attaché, avec tant de soin et de raison, à exclure la politique de son camp ¹⁰ ». L'idée que la République avait voulu la mort de milliers de Bretons était si étrangère à La Borderie que, tout en restant fidèle à ses idées, il accepta assez rapidement le nouveau régime après 1880 ¹¹.

C'est bien plus tard, après l'émergence du mouvement nationaliste (c'est-à-dire à l'extrême fin du siècle avec par exemple la fondation de l'Union Régionaliste Bretonne en 1898) ¹² qu'un tel transfert s'est construit. Le Mercier d'Erm en viendra, en poussant le paradoxe jusqu'à ses ultimes limites, à reprocher à La Borderie d'avoir dissimulé la vérité par prudence, et à quasiment justifier la supposée crainte de Gambetta, prétendant qu'elle reposait sur une réalité. C'est parce que l'armée de Bretagne était bien « une armée de chouans » que le ministre entreprit sa destruction. Ce qui revient à justifier son action – son action prétendue – si l'on se place de son point de vue...

« Cet état d'esprit [de type « chouan »], auquel les principaux intéressés se sont prudemment gardés de faire allusion au cours de l'enquête, peu soucieux de se voir soupçonnés d'en avoir favorisé et encouragé les manifestations, nous n'avions point le droit d'en négliger l'analyse, précisément parce qu'un tel facteur, dans des circonstances aussi critiques, explique et justifie, d'un certain point de vue, l'attitude de Gambetta ¹³. »

En fait, l'évolution de l'attitude des mobilisés, et des soldats en général, ne semble guère avoir été différente dans l'Ouest de ce que l'on constate dans d'autres régions : mobilisation subie sans beaucoup de résistance, participation à la guerre vite déçue par le manque d'armes, la coordination inexistante, le commandement incohérent, puis montée des mécontentements, refus d'obéissance et désertions de plus en plus massives ¹⁴. La

l'intention de ne pas s'en servir. Plus qu'un plan délibéré, le drame de Conlie résulte plus vraisemblablement de ce qu'il faut bien appeler une certaine confusion (ou incompétence militaire) des autorités de Tours. Sur cette question, voir LE MOING-KERRAND, Philippe, *Les Bretons dans la guerre de 1870. Le camp de Conlie et l'armée du Mans*, Plougoumelen, chez l'auteur, 1999.

10. *Ibid.*, p. 49

11. « En définitive [...] ces deux personnalités dominantes du bretonisme [l'autre est le vicomte Audren de Kerdrél] n'ont éprouvé aucune difficulté majeure à accepter l'État républicain », GUIOMAR, Jean-Yves, « Le Bretonisme, une expression de la droite française », dans *L'Ouest et le politique, Mélanges offerts à Michel Denis, Textes réunis par Michel Lagrée et Jacqueline Sainclivier*, Rennes, PUR, 1996, p. 137

12. Voir NICOLAS, Michel, *Histoire du mouvement breton*, Paris, Syros, 1982.

13. LE MERCIER D'ERM, Camille, *L'Étrange aventure...*, *op. cit.*, Avant-propos.

14. Voir par exemple AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, 1870, *La France dans la guerre*, Paris, Armand Colin, 1989, p. 247-257. La Borderie (*op. cit.*, p. 2 et p. 241) avance même que la remise des mobilisés aux autorités militaires aurait été plus précoce en Bretagne

région, et la Bretagne en particulier, ne manifeste aucune résistance spécifique, peut-être même fait-elle preuve d'une docilité un peu au-dessus de la moyenne, cela mériterait vérification. Que les mobilisés aient été certes peu efficaces, cela est dû à l'impéritie et au chaos qui règnent dans l'ensemble du pays et non à une mauvaise volonté particulière.

Derrière cette légende, la guerre de 1870-1871 révèle toutefois la persistance d'un vocabulaire, de références, d'identifications historiques assez spécifiques à l'Ouest. L'idée que la configuration du paysage favorisera la guerre d'embuscade à laquelle les paysans sont naturellement préparés est complaisamment entretenue et évoquée par les autorités, en retournant au profit de la république la mémoire régionale. Le préfet de la Loire-Inférieure, Ange Guépin, assure aux Parisiens menacés d'un encerclement total qu'

« une Vendée patriotique, une chouannerie républicaine s'organisent [...] tous les chasseurs des villes et des campagnes feront la guerre sainte des haies et des buissons ¹⁵ ».

Mais ce raisonnement (ces fantasmes ?) sous-tendent nombre d'autres communications ou propositions :

« Le département d'Ille-et-Vilaine et tous les départements de la région nord-ouest du pays se prêtent tout naturellement à une défense qui doit être dangereuse pour une armée qui tend chaque jour à s'allonger et à s'affaiblir. Les arrondissements de Vitré et de Fougères qui seront les premiers attaqués sont couverts de haies basses, de petites forêts, de petits cours d'eau qui sont autant d'obstacles à la marche de l'ennemi, chaque champ est une forteresse où il sera difficile de pénétrer, même pour des fantassins ennemis ; la guerre que l'on faire [*sic*] est une guerre de ruse, d'embuscade et de feux isolés. Chaque homme doit tuer un soldat prussien à chaque coup de fusil et il doit éviter de se faire prendre ; il sera toujours à couvert et il sera sans crainte ¹⁶ ».

Reste qu'au-delà de ces renvois à un passé retourné, l'Ouest semble avoir connu à l'occasion de la guerre de 1870-1871, ou plutôt d'une phase précise de cette guerre – la période qui s'ouvre avec le 4 septembre et se clôt début décembre par l'aggravation brutale de la situation militaire – une curieuse tentative de prise d'autonomie, très brève, très rapidement brisée et par la suite occultée, qui amène à se demander si une prise de conscience régionaliste n'a pas surgi de ces événements, émergence qui ferait alors office de pont entre les temps de la chouannerie et l'apparition du « mouvement breton » au début du ^{xx}e siècle. Cette affaire, à peu près totalement ignorée, mérite quelques éclaircissements.

On savait déjà que la guerre avait favorisé ici ou là, devant les insurmontables difficultés de communication ou de coordination, la réappari-

qu'ailleurs. C'est possible. Cela témoigne de l'efficacité des préfets et de la bonne volonté des populations, non d'un véritable élan patriotique à l'évidence absent.

15. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 R 32, affiche destinée à la population parisienne, début septembre (?) 1870.

16. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 R 32, Charles de Lalande, ancien colonel d'artillerie, commandant de la garde nationale de Rennes, lettre au préfet, 8 septembre 1870.

tion de tendances « fédéralistes » prônant une décentralisation de la défense nationale sans vouloir pour cela attenter à l'unité du pays. Il a existé au minimum une « Ligue du Midi » dont les aspirations ont oscillé entre la volonté de chasser l'envahisseur, le fédéralisme, le communalisme et peut-être le séparatisme pour une petite minorité; une « Ligue du Sud-ouest » plus classique et très encadrée par les autorités¹⁷; et une « Ligue de l'Ouest » dont S. Audoin-Rouzeau écrivait :

« Le risque fédéraliste était encore moins grand avec la formation de la Ligue de l'Ouest constituée à l'initiative de Carré-Kerisouët dès la mi-septembre, dont l'objectif était purement militaire : il s'agissait de constituer un "réduit breton", de coordonner et de lever les hommes, de pousser à la fabrication d'armements et à toutes les mesures de défense¹⁸. »

Mais ainsi exprimée, cette assertion est fausse. La Ligue a eu une très brève existence, mais son objectif était au moins autant politique que militaire, ou plutôt affirmait que l'efficacité militaire passait par une démarche politique : les préfets de Gambetta le sentirent si bien qu'ils l'enterrèrent avec rapidité, efficacité et sans manières excessives.

Dans un premier temps, l'initiative semble pourtant être venue des autorités préfectorales, c'est-à-dire des responsables républicains engagés au service du nouveau régime¹⁹. C'est en tout cas ce qu'annonce le préfet d'Ille-et-Vilaine, Ange Blaize²⁰ au comité de défense départemental, le 13 septembre²¹ :

« Mr le Préfet annonce qu'après s'être concerté avec les préfets ou délégués des 13 départements de l'Ouest, il a été formé une ligue de défense pour ces départements;

17. Voir AUDOIN-ROUZEAU, S., *op. cit.*, p. 168-169; GAILLARD, Jeanne, *Communes de province, Commune de Paris*, Paris, Flammarion, 1971, p. 36, 113-114 et *passim*.

18. AUDOIN-ROUZEAU, S., *op. cit.*, p. 169.

19. Et non pas du seul Carré-Kerisouët comme indiqué par S. Audoin-Rouzeau. Il est par contre très vrai que Carré fut un des initiateurs de la Ligue, qu'il y joua (sans résultats) le rôle majeur d'acheteurs d'armes et que la Ligue est bien *au départ* une tentative de création d'un ensemble autonome destiné à renforcer la défense nationale et *cela seulement*; les préfets pouvaient donc la porter sans états d'âme sur les fonds baptismaux républicains. Député des Côtes-du-Nord dans le dernier Corps législatif impérial (1869-1870), Carré peut être situé dans cette mouvance libérale qui passera facilement et définitivement à la république : il fera partie des « 363 » en 1877. De ce point de vue, il se distingue fortement d'un Kératry, belle girouette politique, dont il devint pourtant après son retour en France à la mi-octobre le commissaire général pour l'organisation de l'armée de Bretagne. Quant à la Ligue, c'est *précisément* parce qu'elle *dériva* très vite vers une dangereuse expérience politique, sous l'influence de Talhouët, que Blaize et ses collègues décidèrent de clore l'affaire.

20. Sociologue proche de l'école de Le Play (dans la méthode, pas du tout dans les idées), philosophe chrétien, éditeur des œuvres de son oncle Félicité de Lammenais, vieux républicain très déterminé, Blaize avait été nommé par Gambetta à la tête de son département natal (il était né à Saint-Malo en 1811) au début septembre 1870.

21. Ces comités mériteraient eux aussi une étude approfondie. Ils semblent avoir existé dans toute la France ou en tout cas dans nombre de départements. Leur histoire est très mal connue.

« Un général désigné par les départements sera président de la ligue avec pleins pouvoirs militaires. Mr Carré-Kerisouët est chargé de l'achat des armes pour tous les départements de la ligue²². »

Bien que fort brève, cette annonce est claire : il y a bien constitution d'une structure commune, ayant sa personnalité propre, capable de désigner *elle-même* un « président » avec pleins pouvoirs militaires et un responsable de l'achat des armes. Si ce n'est pas du fédéralisme, cela y ressemble furieusement... Or, la suite va montrer qu'il existe sur ce point de fortes équivoques.

Il y a des « extrémistes » qui songent bel et bien à organiser une sorte de guerre presque indépendante des autorités centrales. Cette tendance est représentée notamment par le comité de défense de la Mayenne, plus nettement dominé par l'élément aristocratique que celui d'Ille-et-Vilaine²³. Le 21 septembre, en présence du préfet, le comité entend la communication suivante :

« Mr d'Ozouville revient sur la question de *constitution d'une partie de l'État en confédération*²⁴ – la ligue des départements de l'Ouest ; [les 13 commandants militaires des départements] se choisiraient un chef entre les mains duquel seraient concentrées toutes les forces de la confédération [...] Plusieurs avantages à ce système : avantages militaires, avantages financiers, avantages diplomatiques. On insiste pour que l'idée soit poursuivie sans relâche jusqu'à sa réalisation²⁵. »

Est-il besoin de commenter longuement le premier membre de phrase ? Quant à la mention d'avantages « diplomatiques », elle laisse rêveur : les notables de la Mayenne auraient-ils envisagé (la réponse est sans doute : oui !) des relations directes de la Ligue avec des gouvernements étrangers ? Cette position semble effrayer quelque peu les comités de défense voisins, en particulier celui d'Ille-et-Vilaine qui joue dans cette affaire un rôle central. Envoyés à Rennes avec leur proposition, les délégués de la Mayenne reviennent à Laval avec un refus de leurs collègues, en tout cas sur l'urgence de la création et la forme à donner à la Ligue. Ils rentrent furieux et plusieurs membres du comité demandent à ce que l'on persévère énergiquement, dans l'espoir de convaincre finalement les voisins du bien-fondé du projet :

« Les délégués qui sont allés aujourd'hui à Rennes rendent compte de la mission qui leur a été confiée. Le comité de défense d'Ille-et-Vilaine n'a pas reconnu l'urgence immédiate de la mesure proposée par le comité de la Mayenne pour l'organisation militaire de la Ligue de l'Ouest. M. le Préfet [d'Ille-et-Vilaine !] a déclaré du reste que la ligue avait déjà été constituée dans la récente conférence des 13 préfets et que cette ligue ne serait reconnue par

22. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 R 32, Intégrale des P.V. du comité de défense, séance du 16 septembre 1870

23. Sept noms à consonance nobiliaire sur 14 identifiables, contre 7 sur 24 à Rennes.

24. Souligné par nous.

25. Arch. dép. de la Mayenne, R 957, séance du 21 septembre 1870.

le gouvernement qu'en tant que chaque département aurait organisé sa propre défense. Comme conclusion, M. le Préfet [d'Ille-et-Vilaine!] a dû télégraphier aux Comités des 13 départements pour les inviter à envoyer des délégués samedi à Tours, à l'effet de savoir du gouvernement s'il est disposé à nommer un commandant de la Ligue de l'Ouest ou si elle doit pourvoir elle-même à son organisation. Quant au général de division, il n'a pu faire connaître sa réponse à la demande qui lui avait été faite par les délégués.

[...] Un membre insiste alors, en présence de la réponse négative du gouvernement, pour qu'une suite immédiate soit donnée au projet discuté la veille dans la séance du comité.

[...] Le même membre insiste pour qu'avant tout, le Comité choisisse un commandant des forces de la Mayenne, et invite les autres comités à en faire autant, pour qu'immédiatement les 13 commandants élus se choisissent à leur tour un général en chef²⁶. »

Mais en fait, l'opposition vient moins des délégués que du préfet Ange Blaize qui a très rapidement pris conscience des dangers de la proposition. Pour dire vrai, certains membres de l'organisation rennaise ne sont pas très éloignés des positions du comité de la Mayenne, dont ils semblent surtout avoir été séparés par des questions de préséance personnelle. Le représentant le plus éminent de cette tendance est M. de Talhouët²⁷ qui est envoyé à Tours pour tenter de s'entendre avec les délégués des 12 autres départements et le ministre Glais-Bizoin sur un certain nombre de décisions urgentes. Talhouët est présent à la réunion de Tours le 24 septembre, en compagnie des délégués de 7 départements sur 13. Lors de la séance suivante du comité, le 27 septembre, il fait adopter par 10 voix contre 6 le vœu suivant :

« Mr de Talhouët lit ensuite un projet de dépêche à adresser au gouvernement de Tours pour obtenir la nomination d'un chef de la ligue, militaire ou civil au besoin, muni des pouvoirs les plus étendus, civils et militaires, après discussion et quelques modifications, la proposition de Mr de Talhouët est adoptée par 10 voix contre 6. Il est entendu que cette proposition sera préalablement soumise aux comités des autres départements de la ligue²⁸. »

Mais ce jour-là, le préfet Blaize n'assiste pas à la séance du comité. C'est la seule qu'il manquera.

Or, justement, le préfet semble avoir très vite changé d'avis sur la Ligue. Le 30 septembre, Blaize précise son point de vue et met fin, en fait, à l'existence de la Ligue, ou en tout cas aux débats engagés à son sujet. Après une très vive discussion, le préfet renvoie sans ménagements de Talhouët à ses dangereuses rêveries :

26. Arch. dép. de la Mayenne, R 957, séance du 22 septembre 1870.

27. Il s'agit d'Alfred de Talhouët, chef de la branche aînée de cette vieille famille bretonne, d'ancienne noblesse. Ancien officier de cavalerie, grand propriétaire, on ne peut sans doute pas le classer parmi les fermes républicains. Il ne faut pas le confondre avec son cousin éloigné, Auguste, membre de la branche cadette installée au Lude (Sarthe), député, sénateur, ministre sous le Second empire – et qui joua un rôle décisif dans le consentement du Corps législatif à la déclaration de guerre (S. AUDOIN-ROUZEAU, *op. cit.*, p. 63). Voir FROTIER DE LA MESSELIÈRE, Henri, *Filiations bretonnes*, Paris, 1912-1926.

28. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 R 32, Intégrale des P.V. du comité de défense, séance du 27 septembre 1870.

« Mr le Préfet ajoute en terminant qu'il résulte nettement à ses yeux que la proposition émanant du comité d'Ille-et-Vilaine est loin d'être agréée par la majorité des départements de la ligue et qu'il y a lieu de l'abandonner. Le comité se range à cette opinion sans discussion, et Mr le Préfet annonce qu'il télégraphiera au gouvernement et aux Préfets des départements de la ligue que la proposition est retirée et que par suite la mission que Mr de Talhouët avait reçue du comité d'Ille-et-Vilaine est terminée²⁹. »

Les influences qui ont pu décider Blaize à modifier sa position sont celles de ses collègues les préfets des autres départements de l'Ouest. Un véritable sursaut unitaire et jacobin les a fait s'opposer avec horreur (le mot n'est pas trop fort) à ce qui ressemblait à une entreprise de type fédéraliste ou pire (avec des relents de chouannerie). Consultés par télégramme, ils ont répondu le plus souvent par télégramme. Camescasse, préfet du Finistère, refuse catégoriquement d'appuyer la démarche de Talhouët ; Guépin, préfet de la Loire-Inférieure, républicain de la première heure, médecin des pauvres, ancien collaborateur de Cabet, estime que :

« Morceler la France par une fédération à liens serrés me semble dangereux, donner à cette fédération, un Dictateur c'est encore plus dangereux. Confisquer à son profit les pouvoirs militaires, c'est aller bien loin. Y ajouter les pouvoirs civils, c'est folie ou trahison. »

Engelhardt, préfet du Maine-et-Loire, pense quant à lui que la mesure proposée serait « un commencement de démembrement de la France qui mènerait à la guerre civile³⁰ ».

Poussés ou non par les préfets, de nombreux comités de défense font entendre de véhémentes protestations. Le comité des Deux-Sèvres est catégorique :

« Jamais nous ne consentirons à organiser en dehors du gouvernement une ligue de treize départements nommant eux-mêmes leur commissaire général et l'investissant de pleins pouvoirs civils et militaires. Nous protestons donc énergiquement contre la proposition de Mr de Talhouët et nous demandons au gouvernement de Tours de s'opposer à cette tentative funeste³¹. »

Position exactement conforme à celle du comité de la Loire-Inférieure :

« Le comité [...] s'associe sans réserves à la protestation énergique dirigée par le comité des Deux-Sèvres contre la proposition de Mr de Talhouët. [...] Ce qu'il faut dans les circonstances douloureuses où nous sommes, c'est un centre unique de direction afin que les forces vives de la nation ne s'éparpillent pas et ne s'épuisent pas en efforts isolés et stériles³². »

29. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 R 32, Intégrale des P.V. du comité de défense, séance du 30 septembre 1870.

30. Tous les télégrammes en Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 R 32, 28 septembre 1870.

31. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 2 R 156, dépêche télégraphique du comité des Deux-Sèvres aux présidents des comités du Maine-et-Loire, de Loire-Inférieure, des Côtes-du-Nord, du Morbihan, de Vendée, 29 septembre 1870.

32. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 2 R 156, P.V. intégraux du comité de défense, séance du 1^{er} octobre 1870.

Et ainsi de suite. Même si les préfets des départements normands (Manche, Calvados, Orne) sont beaucoup plus prudents et circonspects, et d'abord parce qu'ils apparaissent moins concernés politiquement alors même que la guerre les touche ou risque de les toucher militairement beaucoup plus vite, la majorité est clairement située dans le camp hostile à la Ligue, version de Talhouët. On n'en entendra plus parler.

Il y eut donc bel et bien tentative pour organiser une structure politique et militaire autonome, capable de mener sa propre défense en coordination plus ou moins lâche (plutôt plus que moins) avec les autorités centrales. Compte tenu des individus qui ont animé cette tentative, il est clair que la Ligue n'aurait été ni républicaine, ni démocratique. Ce projet en dissimulait-il un plus vaste, un dessein d'organisation d'une France de l'Ouest capable de déterminer, la paix revenue, sa politique – conservatrice cela va sans dire – quels qu'aient été les événements se déroulant à Paris, dans l'Est ou le Midi ? Rien ne permet de le prouver, mais les éléments dont nous disposons, et particulièrement la très violente et rapide réaction des préfets face à cette entreprise, inclinent à le penser. On notera d'ailleurs que cette tentative issue de la volonté de personnalités conservatrices fut très facilement contrée par le gouvernement (ou plutôt la Délégation de Tours) et les préfets, ce qui montre qu'elle disposait finalement de peu d'appuis réels dans la population. Quelle aurait été par ailleurs l'efficacité de telles organisations dans la guerre ? On ne peut l'estimer précisément. La France de 1870-1871 se prêtait-elle à la multiplication de « juntas » régionales à la mode de la guerre d'Espagne³³ ? Toute l'histoire du pays, ses traditions politiques, sa culture, amènent à estimer le contraire. Le plus important est que le préfet Blaize et ses collègues, après avoir peut-être envisagé face à l'adversité et au désastre des réponses insolites pourvu qu'elles soient efficaces, y renoncèrent parce qu'ils ne pouvaient *penser la guerre*, dût-elle mener à la défaite, de cette façon.

Au total, la région participa au conflit de façon aussi intense, voire peut-être plus, que nombre d'autres sur le territoire national et sans opposition majeure : fin 1871, le préfet d'Ille-et-Vilaine, Sauvage de Barthélémy, évaluait ainsi les pertes subies sous les drapeaux par les citoyens du département :

« On peut donc porter à douze cents hommes le chiffre des pertes subies par les mobiles ou les mobilisés d'Ille-et-Vilaine, mais on ne saurait en affirmer l'exactitude. »

Mille deux cents, plus les morts de ressortissants de l'Ille-et-Vilaine appelés ou engagés dans l'armée régulière, difficiles à dénombrer : c'est de toute façon un chiffre important. La participation de la Bretagne et de l'Ouest à la défense malheureuse de la patrie semble avoir été considérable³⁴.

33. Celle de Napoléon, bien sûr...

34. Si l'on évalue les pertes militaires totales à une somme de 105 000 à 140 000 hommes (nombre très incertain), et sachant que l'Ille-et-Vilaine représentait en 1870 environ 1,7 %

Après la guerre : républicaniser la Bretagne

La guerre avait montré l'intégration de la Bretagne à la Nation. Qu'en serait-il quand celle-ci serait devenu la Nation républicaine? Les élections de février 1871 ne signalèrent pas l'Ouest comme une exception en France, ou plutôt le caractère traditionaliste et conservateur de la région ne marqua aucun recul dans le cadre d'une nation qui pour des raisons largement conjoncturelles se donna une Assemblée nationale conservatrice et aristocratique³⁵. Mais – sans que beaucoup de gens y aient prêté attention – la guerre avait montré l'absence d'une véritable opposition de fond aux autorités nationales, contrairement aux années 1793-1794, et cette relative indifférence ne demandait qu'une politique un peu habile pour se transformer en adhésion, certes pas passionnelle, mais raisonnable. C'est ce qu'avait compris le préfet Blaize, sentiment qu'il légua au pouvoir central dans son testament politique. Il donnait au ministre de l'Intérieur des conseils sur le choix de son successeur qui devrait être « sincèrement républicain » mais en même temps, « sage, conciliant, modéré », car :

« [...] ce n'est qu'à ces conditions qu'il pourra servir utilement dans un département où le parti orléaniste et le parti légitimiste cléricale exercent encore la plus grande influence, où le parti républicain compte un très petit nombre de représentants et où il faut faire des prosélytes par une administration pleine de modération et de respect pour tous les droits. C'est en adoptant cette ligne de conduite que j'ai pu, sans rencontrer de difficultés, remplir fructueusement, je le crois du moins, le mandat que le gouvernement m'avait confié le six septembre³⁶. »

Texte très perspicace et prémonitoire. On pourra presque parler de révélation en 1876. À bon droit, on pourrait dire qu'il s'agit d'un scrutin fondateur. Le vote de 1848 avait été celui de néophytes à peu près totalement dépourvus de culture politique moderne, et celui de 1849 encore plus, dominé

de la population française, les pertes de ses mobiles et mobilisés atteindraient entre 0,85 % et 1,14 % des pertes totales de l'armée. Mais il faut évidemment y ajouter les morts de l'armée régulière, globalement les plus nombreux : combien de jeunes gens du pays rennais, malouin ou fougereais tombés à Froeschwiller, à Gravelotte, à Sedan, à Coulmiers et au Mans? On doit facilement atteindre un volume total proche de 1,7 %. Il faudrait faire un calcul analogue pour les autres départements de l'Ouest, bretons en particulier, mais il n'y a pas de raison *a priori* de penser qu'il donnerait des résultats très différents. Rappelons au passage que le choc démographique de l'« Année terrible » est colossal – et totalement oublié – : autour de 600 000 décès supplémentaires par rapport à la norme (voir AUDOIN-ROUZEAU, S., *op. cit.*, p. 315), les 2/3 de toute la Seconde guerre mondiale, un tiers des pertes de 14-18 – là aussi surmortalité civile comprise. La plupart de maladie? La belle affaire!

35. Côtes-du-Nord, 6 députés de droite ou d'extrême droite et 5 du centre droit sur 13; Finistère, 8 et 4 sur 13; Ille-et-Vilaine, 6 et 4 sur 12; Loire-Inférieure, 6 et 4 sur 12; Mayenne, 5 et 2 sur 7; Morbihan, 9 et 1 sur 10, Vendée, 5 et 3 sur 8, etc. Source : GOUAULT, Jacques, *Comment la France est devenue républicaine, Les élections générales et partielles à l'Assemblée nationale, 1870-1875*, Paris, Armand Colin, 1954, Annexes.

36. Arch. nat., F/1/b1/156/25, dossier du préfet Blaize. Texte émouvant, car Blaize, malade, meurt deux jours plus tard, en fonctions (sa démission n'ayant pas encore été régulièrement acceptée).

par les notables qui avaient joué de la peur des Rouges. On ne saurait considérer comme vraiment libres et démocratiques les scrutins du Second empire – mais la Bretagne et l'Ouest en particulier semblent dans ce contexte particulier s'être donnés au régime sans beaucoup de réserves. Quant au vote de 1871, on sait bien à quel point il fut atypique en Bretagne comme ailleurs. Par contre, en 1876, la constitution vient d'être votée sans affrontement passionnel, aucun péril extérieur ou intérieur ne semble menacer la nation, les pouvoirs semblent encore équilibrés avec la présence de Mac Mahon à l'Élysée; pour la première fois sans doute, la volonté populaire peut s'exprimer à peu près sereinement. Et elle va le faire. La participation électorale est bonne, sans plus, (72 % contre 74 au niveau national), mais pas désastreuse. Le vote conservateur domine dans les campagnes, mais il affiche des scores dérisoires dans la plupart des villes (2,01 % pour la droite à Nantes, 12,06 % à Lorient, 14,89 % à Brest) et surtout, de vastes régions lui échappent totalement : le centre et le sud de l'Ille-et-Vilaine, la Cornouailles du sud-ouest (pays bigouden et pays de Concarneau), la presqu'île de Crozon, l'est des Monts d'Arrée et le « contact » entre Léon et Trégor, mais aussi la presqu'île de Guérande et le vignoble nantais. L'avenir montrera que ce vote républicain n'est pas porté par des projets similaires : les suffrages du sud de l'Ille-et-Vilaine sont modérés, et dans les années 1930 passeront facilement au centre droit sans jamais flatter les extrémismes. Les votes finistériens indiqués sont dès l'origine radicaux (au sens général du terme) et inclineront après 1918 vers le socialisme, ou même très précocement le communisme.

Élu pour quatre ans, l'assemblée nouvelle fut dissoute dès 1877 dans le cadre de la crise du « Seize mai ». Les élections qui suivirent furent pour la Bretagne comme pour le reste de la France des élections de combat : il s'agissait de se prononcer pour la République ou pour Mac Mahon, invité par Gambetta à se « soumettre » ou à se démettre. La participation électorale progressa logiquement par rapport à 1876, tout en restant légèrement inférieure, avec un taux de 77,34 %, à celle du pays entier (80,6 %). Les zones de plus forte participation appartiennent – très logiquement – d'une part aux cantons très disputés et partagés presque à égalité, comme Guer (Morbihan oriental) ou Combours (Ille-et-Vilaine), d'autre part aux « bastions » très fortement politisés, Josselin ou Vitré pour les conservateurs, Saint-Aubin du Cormier ou Guichen (Ille-et-Vilaine) pour les républicains. Comme dans l'ensemble de la France, la formidable pression gouvernementale favorisa les conservateurs, et, en Bretagne, le débat se polarisa sur la question religieuse encore plus que sur celle des institutions, tant il est vrai que l'attitude anticléricale de la Chambre avait été le premier moteur de la crise. D'où un recul relatif de la gauche : elle gagnait 11 000 voix mais ses adversaires environ 40 000; 71 cantons donnant une majorité des inscrits aux conservateurs³⁷ contre 31 aux républicains (40 l'année précédente). Là n'est pas le plus inté-

37. Il faudrait entrer dans davantage de nuances : quelques secteurs (nord-est de la Loire-Inférieure, haute vallée de la Rance, Trégor maritime), votent bonapartiste par anticléricisme et hostilité aux nobles, tout en se méfiant de la République.

ressant, mais dans la persistance des lignes de force déterminées en 1876 : une Bretagne conservatrice massivement implantée dans les Côtes-du-Nord, le Morbihan, la Loire-Inférieure³⁸, l'est de l'Ille-et-Vilaine, le Léon ; une Bretagne républicaine dans les mêmes régions que précédemment³⁹.

Les raisons de ces succès surprenants sont complexes. Sous le Second empire, l'opposition au régime provenait essentiellement – *dans la région* – du légitimisme clérical : « [...] son concours peut être très utile à l'administration dans un canton dominé par l'influence légitimiste⁴⁰ », dira un procureur impérial d'un candidat à un poste de suppléant de juge de paix, modeste fonction pourtant. En 1863, Le Bris, le suppléant de paix de Mûr-de-Bretagne doit démissionner parce qu'il a tenu « une conduite opposée à la politique du gouvernement⁴¹ ». Est-il républicain ou libéral ? Pas du tout, mais bel et bien légitimiste... Les zones bonapartistes ne l'étaient que parce que l'empire assurait aux paysans ordre, tranquillité, prospérité relative, non par passion pour Napoléon III. Celui-ci ayant disparu dans les ténèbres de l'histoire, les cantons qui votaient pour le régime défunt n'avaient aucune raison de se rallier au légitimisme, c'est-à-dire au retour à l'Ancien Régime pour ses adversaires, même si la formule était abrupte et en partie injustifiée. Si la république assurait l'ordre et la stabilité, et si elle ne menaçait pas les valeurs essentielles de la société paysanne, le vote de nombreux citoyens lui était acquis.

Cette conquête partielle et relativement facile est donc en grande partie due à une politique très prudente et habile, telle que l'avait préconisée Blaize. C'est particulièrement vrai en Ille-et-Vilaine, le département sans doute le plus emblématique de cette évolution. Dès le scrutin législatif des 20 février et 5 mars 1876, les républicains étaient nettement majoritaires : six élus sur huit, appartenant tous à la tendance que l'on appellera bientôt « opportuniste », parmi lesquels les deux députés de Rennes, Roger-Marvaise et Martin-Feuillée, de la Gauche républicaine, ou René Brice de Redon, installé au Centre gauche. Toutefois, les luttes de clans sont de valeur explicative faible en Ille-et-Vilaine où le parti républicain semble remarquablement uni. Edgar Le Bastard, riche tanneur, seul républicain « de la veille » dans une famille catholique, maire provisoire de Rennes en

38. Avec perte par les républicains de l'influence gagnée en 1876 dans les petites régions signalées plus haut.

39. Le développement des deux paragraphes précédents suit d'assez près PIERRE, Patrick, *Les Bretons et la République, La vie politique en Bretagne sous la Troisième république*, thèse Rennes 2, septembre 1998, sous la direction de Michel Nicolas, p. 228 sqq. Une version raccourcie a été publiée sous le titre *Les Bretons et la République, La construction de l'identité bretonne sous la Troisième république*, Rennes, PUR, 2001. Sur le Second empire, voir GOALLOU, Henri, *L'Évolution politique en Ille-et-Vilaine entre 1851 et 1879*, thèse Rennes 2, 1971.

40. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 U dossiers des magistrats (Edmond Bouin), tableau de présentation pour la suppléance de paix d'Argentré-du-Plessis (Ille-et-Vilaine), 13 janvier 1866.

41. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 U dossiers de magistrats (Jérôme Calvary-Tilan), le procureur général de Rennes au garde des Sceaux, 30 septembre 1863.

1871, président du « Comité du Drapeau tricolore », manifeste dès cette date des tendances plus radicales mais soutient sans faille les candidats présentés. En 1879, c'est Waldeck-Rousseau qui entre à la Chambre comme député d'Ille-et-Vilaine à la faveur d'une élection partielle. À cette date, le triomphe républicain est complet : ils sont maîtres du conseil général, des principales villes, possèdent la majorité des députés et même des sénateurs depuis janvier 1879, Le Bastard lui-même faisant son entrée à la haute assemblée. La prédiction de Blaize s'est réalisée grâce à une tactique très proche de ce qu'il préconisait.

« En Ille-et-Vilaine, le parti républicain est uni à un tel point autour du comité républicain du drapeau tricolore que des luttes électorales entre ses membres paraissent inconcevables⁴². »

La conquête républicaine ne se situe pas seulement au niveau des assemblées législatives. Les conseils d'arrondissement, les conseils généraux, les conseils municipaux sont aussi des pièces essentielles de la prise de contrôle du pays profond. Cette prise de contrôle, outre qu'elle était un facteur d'enracinement de la république à long terme, pouvait aussi avoir des buts immédiats sur le plan national : les notables politiques locaux jouaient un rôle décisif dans les comportements électoraux et la constitution de 1875 donnait aux conseils municipaux le pouvoir de choisir les délégués sénatoriaux dont le vote déterminait la composition de la haute assemblée – égale à la Chambre des députés en pouvoir. Lors des élections municipales de 1878, la préoccupation quasi-unique du sous-préfet de Saint-Malo n'est pas de savoir quelle majorité domine le nouveau conseil municipal – ce qui est parfois difficile à déterminer – mais si, telle que se présente l'assemblée communale, elle nommera un « bon » délégué, c'est-à-dire quelqu'un qui votera pour le candidat républicain au Sénat.

« La politique n'a joué aucun rôle dans les élections municipales ; le maire est libéral et très aimé, mais sa nomination comme délégué n'est pas assurée [...] »⁴³. »

« Ces trois conseils sont en grande majorité composés d'hommes dévoués aux institutions républicaines, et leurs délégués seront bien choisis [...] »⁴⁴. »

« Conseil partagé par moitié, 6 contre 6. L'avantage de l'âge appartient aux républicains, qui viennent d'en profiter en faisant élire un des leurs comme maire – la même tactique leur donnera le délégué [...] »⁴⁵. »

« L'adjoint est légitimiste mais peu militant, il laisse agir le maire qui est républicain. On peut compter sur un bon délégué [...] »⁴⁶. »

42. GOALLOU, Henri, *op. cit.*, p. 862.

43. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 M 427, La Fresnais, canton de Cancale.

44. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 M 427, communes de Saint-Benoît-des-Ondes, Saint-Coulomb, Saint-Méloir-des-Ondes, canton de Cancale.

45. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 M 427, La Ville-ès-Nonais, canton de Châteauneuf (aujourd'hui Châteauneuf d'Ille-et-Vilaine).

46. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 M 427, La Boussac, canton de Pleine-Fougères.

D'une manière générale, le rôle des notables restait essentiel : les républicains rechercheront prioritairement les hommes d'« influence » pour faire pièce aux propriétaires terriens. Un bon républicain mais sans « influence » sera peu soutenu par l'administration préfectorale, tels ceux qualifiés de « Républicain très pâle, influence moyenne [...] Républicain très modéré, influence moyenne [...] Républicain modéré... petite influence⁴⁷ ». Ce genre de « républicains » n'intéresse guère les représentants de l'autorité centrale qui veut – et qui obtient – des résultats.

Les yeux et les bras de l'État

Dans cette entreprise, en effet, préfets et sous-préfets jouent un rôle essentiel. Sans doute, dès la seconde moitié du Second empire, B. Le Clère et V. Wright notaient que les préfets devenaient :

« [...] des fonctionnaires désireux de poursuivre une carrière que précisément des incidents d'ordre politique peuvent gêner, et [...] sont désireux de les écarter⁴⁸ ».

Mais cet « apolitisme » ne peut jouer que dans d'étroites limites : aucun préfet de l'Ordre moral ne peut être un ferme républicain ; aucun préfet, aucun sous-préfet des années 1878-1890 ne peut soutenir ni favoriser, même indirectement, des candidats monarchistes ou bonapartistes. Même si les préfets de combat sont rares (tel un Leroux en Ille-et-Vilaine de 1889 à 1897), le soutien fût-il discret aux républicains est en quelque sorte une composante obligatoire de leur mission. Juste après la chute de l'empire, un sous-préfet adressait aux maires de son arrondissement cette extraordinaire circulaire dans laquelle il revendiquait ce que l'on pourrait appeler une « neutralité engagée » n'ayant pas grand chose à envier à ce qui sera la « neutralisme » de la Guerre froide :

« fidèle à un principe de liberté qui n'a sa limite que dans la loi, l'Administration garde cette fois, comme elle gardera toujours en matière électorale, la neutralité la plus entière, la plus absolue. Loin de nous la pensée de nous autoriser des précédents : les manœuvres à l'aide desquelles un pouvoir coupable avait prolongé son existence, nous les repoussons de toutes nos forces : elles ont notre mépris aussi bien que le vôtre. [...] Vous le voyez maintenant, hélas ! Triste conséquence d'un régime qui se basait sur la corruption à tous les degrés de l'échelle sociale, le pays a été conduit au bord de l'abîme ;

[...] Les électeurs de votre commune comprendront avec vous, qu'entre eux et les hommes du passé, il doit y avoir scission complète ; que leur

47. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 M 507, appréciations du préfet sur les maires élus en 1888, respectivement ceux de Guichen, Le Sel, Pipriac (trois chefs-lieux de canton de l'arrondissement de Redon).

48. LE CLERE, B. et WRIGHT, V., *Les Préfets du Second empire*, Paris, Armand Colin, 1973, p. 206. Dans un ouvrage plus récent, mais qui lui aussi ne dépasse pas 1870, Édouard Ebel note que jusqu'en 1877, « la carrière de ces fonctionnaires était toujours politique ». Et après ? Le dossier est encore insuffisamment exploré. EBEL, E., *Les Préfets et le maintien de l'ordre public en France*, Paris, La Documentation française, 1999, p. 219.

confier un mandat quelconque serait attirer sur la Patrie de nouveaux et terribles malheurs. Aussi, je me plais à espérer que partout vos administrés porteront leur vote sur ceux de vos concitoyens connus pour leur attachement à la cause libérale.

Sans doute des comités s'organisent et s'occupent de la formation de listes de candidats désignés par leur patriotisme au choix de leurs concitoyens; qu'ils inspirent dont des sentiments que vous partagez avec moi.

« Qu'ils trouvent en vous, Monsieur le Maire, tout le concours que vous pourrez leur prêter, et vous aurez contribué, en provoquant honnêtement le triomphe de la cause libérale, au salut de la Patrie aujourd'hui en danger.

« VIVE LA RÉPUBLIQUE⁴⁹! »

D'une manière générale, les préfets de la Troisième république furent invités dès 1878 à « classer » les élus d'après leur appartenance politique et selon des critères qui ne laissaient guère de place aux nuances et aux appréciations fines. Si encore cette classification s'était limitée aux élections législatives ou sénatoriales, on pourrait le comprendre facilement. Mais il est surtout intéressant de constater que la demande s'étendit aux scrutins les plus locaux, municipaux en particulier. En 1878, l'administration départementale fut invitée à classer les municipalités en trois catégories : favorable aux institutions républicaines, hostile, neutre avec préjugé favorable⁵⁰. En 1884, la répartition est plus complexe et beaucoup plus « politique » avec quatre catégories : « républicaine », « intrinsèque », « bonapartiste », « monarchique » [sic]. En 1888 enfin, on retombe dans un classement binaire mais nettement plus politique et polémique qu'en 1878 : il n'y a plus que des « républicains » et des « réactionnaires⁵¹ ». Il est frappant de voir que sous-préfets et préfets sont souvent incapables de placer nettement telle municipalité dans telle catégorie, et doivent parfois souligner que les élections ont eu un caractère apolitique. Peu importe : aux yeux du gouvernement, on ne peut pas être *en dehors du champ politique*. Dans un contexte de conquête de l'opinion, on est forcément « pour » ou « contre ». Cette obligation faite aux édiles de se ranger dans un camp est sans doute un élément essentiel de l'intégration républicaine. En créant des étiquettes, l'administration crée des choix politiques, même s'ils n'existaient pas au départ et oblige électeurs et élus à se définir par rapport au régime conçu comme un objet de débat politique et non pas un invariant au sein duquel chacun pourrait avoir un rôle différent à jouer⁵².

49. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 M 427, Le sous-préfet de Vitré, Wilfrid Chauvin, aux maires de l'arrondissement, 21 septembre 1870.

50. C'est-à-dire politiquement indifférente mais soumise aux volontés de la préfecture.

51. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 M 427 et 3 M 428.

52. Tout cela n'est évidemment pas spécifiquement breton. Voir PHELIPPEAU, Éric, « La Fabrication administrative des opinions politiques, Votes, déclarations de candidature et verdict des préfets (1852-1914) », *Revue Française de Science Politique*, 1994, p. 587-612. Simplement, en Bretagne, le contexte historique, le souvenir non effacé des événements de 1793-1801 (et postérieurs), l'influence majeure des grands propriétaires nobles rendent le jeu beaucoup plus brutal, plus net et plus efficient qu'ailleurs – moins sans doute au niveau des députés ou sénateurs, la plupart facilement classables sur l'échelle gauche-droite, qu'à celui beaucoup plus modeste mais sans doute encore plus important pour

On ne peut donc penser la situation politique en termes d'affrontement État/Province qui correspondrait à une opposition République/Réaction. La situation est beaucoup plus complexe. Il y a bel et bien un ralliement très précoce d'une bonne partie de la Bretagne (et de l'Ouest si l'on veut, mais cela est moins net dans la périphérie non bretonne) à la république, mené par des petits notables ruraux et parfois de grands notables urbains (Waldeck-Rousseau, Le Bastard, Brice). Cette situation amène la radicalisation d'un antagonisme local que l'on peut (si l'on veut simplifier) assimiler à l'opposition laïcité/Église catholique. Mais cet affrontement n'est en aucun cas le refus opposé par une identité régionale à un État central oppressif. Si la République française est mauvaise aux yeux des cléricaux de l'Ouest, ce n'est pas parce qu'elle est française, mais parce qu'elle est, si l'on ose dire, républicaine. Que l'on invoque contre elle les traditions remontant aux événements de 1789-1801, sans doute, mais simplement parce que la Bretagne et les régions périphériques ont à l'époque fait le « bon choix » qui leur a laissé un fort pouvoir de résistance au « mal ». Si l'État passait sous la direction des gens « honnêtes », il deviendrait naturellement honorable et respectable. Il est vrai que, les choses étant ce qu'elles sont, la droite se montre assez tôt partisane d'une décentralisation qui conforterait, pense-t-elle, l'influence des notables traditionnels ;

« Il y en a [des « rouges »] de 100 à 150 à l'Assemblée. Si jamais nous tombions entre leurs mains, notre affaire serait bientôt faite. J'ai à deux pas de moi le fameux Naquet, bossu [...] qui a des pattes d'araignée en guise de bras et de jambes [...]. Les autres sont à l'avenant. Si notre pays échouait de leur côté, il en verrait de belles. Sur ces bancs, il y a bien des 93, plus le pétrole et les autres progrès que 93 ignorait.

Nous continuons à voter la loi départementale qui sera bonne si les honnêtes gens ont le courage de s'en servir en s'emparant de l'administration de leur département. La gauche vote contre la loi avec une unanimité qui montre combien elle aime la liberté⁵³. »

labourer les consciences du pays profond, des conseillers généraux, d'arrondissement, municipaux et des maires une fois ceux-ci désignés par l'élection. Sur l'impossibilité de débattre dans le cadre de la république puisque le régime est lui-même *objet de débat*, voir Odile RUDELLE, *La République absolue : aux origines de l'instabilité constitutionnelle de la France républicaine, 1870-1889*, Publications de la Sorbonne, 1982.

53. *Correspondance de M. J. Jaffré, chanoine honoraire, recteur de Guidel, Député à l'Assemblée nationale, publiée par M. le chanoine Le Clanche*, Vannes, 1911 ; p. 184-185, lettre du 19 juillet 1871. L'abbé Jean Jaffré, ancien supérieur du petit séminaire du Morbihan, était l'un des trois ecclésiastiques élus à l'Assemblée nationale en 1871, en compagnie de l'évêque d'Orléans, M^{gr} Dupanloup – qu'il détestait en toute charité chrétienne – et de M^{gr} Félix du Marhallach, élu du Finistère. Violemment anti-bonapartiste, il est dès les années 1860 en délicatesse avec sa hiérarchie pour laquelle il n'éprouve qu'un respect, disons, purement formel (sur le duel violent mais parfois pittoresque entre Jaffré et l'évêque de Vannes, M^{gr} Dubreuil, voir LAGREE, Michel, « Évêques gallicans et diocèse ultramontain, Vannes (1848-1870) » dans *L'Ouest et le politique...*, op. cit., p. 113-127). À Versailles, il siège à l'extrême droite (expression qu'il emploie lui-même). On notera que l'abbé Jaffré, né bretonnant, fils de paysans bretonnants, ne célèbre à aucun moment une quelconque identité bretonne, mais fait par contre de très fréquentes allusions aux vertus des « ruraux » indemnes des turpitudes urbaines, ruraux qui ne sont pas

Dans la lutte opiniâtre qui, pendant quelques années, au moins oppose républicains et conservateurs, le clergé joue un rôle déterminant en faveur des seconds, comme l'administration (préfectorale et autre) au service des premiers. Cela est très loin d'être uniquement vrai pour les élections de combat de 1877. L'acharnement des hommes d'église contre la république se poursuit bien au-delà :

« Le clergé paroissial est extrêmement ardent et dispose de puissants moyens d'action. Confession, argent, cercle d'ouvriers, école libre congréganiste⁵⁴... »

écrit le sous-préfet de Redon en 1884, appréciation souvent renouvelée. Mais on peut se demander⁵⁵ si cette ardeur même ne porte pas sa propre condamnation. En attaquant avec cette fougue et cette constance la république, les prêtres focalisent la haine de ceux qui ne les aiment pas – et ils sont nombreux – sur le terrain politique, créant parfois eux-mêmes les conditions d'une conquête républicaine auprès d'une population souvent indifférente dans un premier temps.

« Sans cesse attaqué par le clergé, le maire républicain a engagé la lutte dans des conditions très défavorables. [Or, il a triomphé, un seul opposant clérical a été élu] [...] Dans ce chef-lieu, les luttes électorales sont très-vives et les questions de personnes y ont encore un rôle plus important que les opinions politiques⁵⁶. »

Une intégration partielle

S'il est donc tout à fait abusif d'opposer une Bretagne cléricale à une république parisienne qui serait son antonyme, il est vrai que la gauche extrême resta longtemps très minoritaire dans l'Ouest et l'influence des prêtres et des grands propriétaires suffisamment puissante pour rendre la conquête toujours fragile. Il existe d'ailleurs un indice assez sûr du caractère certes réel mais particulier et limité de l'intégration de la Bretagne – et de l'Ouest – dans l'ensemble national : si les préfets constituent des agents essentiels de la conquête, force est de reconnaître que la république a du mal à recruter des Bretons pour participer à cette mission dans l'en-

obligatoirement bretons. « Il [Dieu] a versé de l'eau, il a frotté bien dur, à Sedan, cette grande tache de boue qui était Napoléon III [sic] [...] il a appelé les *communeux* qui ont mis Paris en bel état, et maintenant il emploie les ruraux à faire le nettoyage des *communeux*. » *op. cit.*, p. 171, lettre du 31 mai 1871.

54. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 M 428, rapport du sous-préfet sur les élections municipales, 28 juin 1884.

55. Avec Patrick Pierre : « Les prêtres apparaissent souvent comme les véritables agents de la droite conservatrice. Ces rancœurs accumulées [...] expliquent en partie la défaite des candidats monarchistes et la victoire de la république », PIERRE, P., *Les Bretons...*, *op. cit.*, p. 110.

56. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 M 427, 6 février 1878, le préfet d'Ille-et-Vilaine (André) au ministre de l'Intérieur. La commune dont il est question est Combourg. Le canton de Combourg, jusque-là très modéré, passe massivement à la république en 1877-1878 alors que l'arrondissement de Saint-Malo dans son ensemble reste nettement plus partagé.

semble de la France. La forte identité locale doit en être un des facteurs : la république recrute ses préfets dans une certaine population de notables, forcément instruits – des études juridiques sont, non pas obligatoires mais recommandées. Les enfants de la bourgeoisie et de l'aristocratie cléricales sont naturellement exclus du jeu. Les notables politiquement neutres mais aisés préfèrent diriger leurs enfants vers des professions moins compromettantes : le barreau, la médecine et même, si l'on veut absolument être au service de l'État, la magistrature, plus indépendante⁵⁷ et de recrutement local dans une nette majorité. Quant à ceux qui sont fermement engagés du côté de la république, ils sont relativement peu nombreux dans l'Ouest : celle-ci attire plutôt les représentants des classes moyennes, notaires, avoués, petits propriétaires, médecins de campagne, artisans et commerçants qui ont par ailleurs tendance à préférer que leurs enfants reproduisent la carrière paternelle. En tout cas, le résultat est net : si l'on prend pour base d'observation la division actuelle en régions – elle en vaut une autre – la Bretagne et les Pays de Loire se situent au niveau le plus bas parmi les zones géographiques ayant fourni des préfets à la république entre 1875 et 1940 : 2,8 % et 2,4 % respectivement⁵⁸. On est très loin des contingents fournis par la France du sud : 8,4 % pour l'Aquitaine, 6,6 % pour le Languedoc-Roussillon, 7,4 % pour le Midi-Pyrénées. Des régions beaucoup moins peuplées affichent un taux nettement supérieur par rapport à leur population : 2,4 % pour la Franche-Comté, 3,2 % pour le Limousin. Sans compter 2,8 % pour la Corse, dix fois moins peuplée que la Bretagne ! La seule contrée comparable est le Nord-Pas-de-Calais (1,9 %, avec une population légèrement supérieure)⁵⁹. Rien d'étonnant : on a là aussi une région géographiquement marginale⁶⁰, dominée par une bourgeoisie catholique et peu républicaine, et de plus très orientée vers les affaires, ce qui n'est pas le cas en Bretagne.

On dénombre en tout et pour tout 31 préfets nés en Bretagne et entrés dans la carrière entre 1870 et 1914⁶¹. Non seulement c'est peu, mais la réalité est plus étrange encore. Sur les 31 personnages, cinq, soit 16 %, sont des préfets très atypiques, des « préfets de troubles » recrutés dans des circonstances exceptionnelles pour une mission exceptionnelle, tous de fortes personnalités aussi peu « professionnelles » que possible même si plusieurs d'entre eux se sont acquittés au mieux de la tâche qui leur était confiée : le docteur Ange Guépin, déjà cité *supra*, préfet en 1848 et en 1870, Viet-

57. C'est du moins ce qu'elle croit ou feint de croire...

58. Chiffres pour la période 1875-1940 : mais encore moins pour l'intervalle 1875-1914 (autour de 2 % pour la Bretagne – la proportion commençant à s'élever légèrement ensuite).

59. Tous chiffres provenant de l'étude de ROUBAN, Luc, *Les Préfets de la République, 1870-1997*, CEVIPOF-FNSP, janvier 2000. Version Internet, www.cevipof.msh-paris.fr/publications/pref.htm.

60. Comme la Corse, dira-t-on. Mais la Corse possède une personnalité radicalement différente. La très complexe question corse n'est pas ce qui nous occupe ici.

61. Base de données personnelle, construite à partir de BARGETON, René, *Dictionnaire biographique des Préfets*, Archives nationales, 1994.

Dubourg, préfet des Côtes-du-Nord en 1870, Ange Blaize, préfet d'Ille-et-Vilaine en 1870-1871. Quatre (soit 13 %) sont des préfets de combat anti-républicains, utilisés par les gouvernements conservateurs de 1873-1877, entre autres et surtout au moment du Seize-mai : tels le baron de Behr, né à Rennes en 1831, mis en non-activité le 11 mai 1876 et réintégré le 12 juin 1877 dans l'important département de la Haute-Garonne, démissionnaire définitivement le 18 décembre 1877 ; Alphonse Bobby de la Chapelle, né à Quimper en 1841, révoqué le 18 février 1877, nommé préfet du Jura le 19 mai 1877 (on n'aura pas perdu de temps...), et donnant sa démission le 15 décembre 1877. Cinq autres (16 %) sont au contraire des préfets républicains, souvent entrés dans la carrière en 1870, et dont les ennuis avec les dirigeants de l'Ordre moral sont sans nombre tandis que la victoire républicaine d'octobre 1877 les rend aux honneurs et aux responsabilités. L'exemple le plus spectaculaire est celui de Jean-Louis Camescasse, brestois, préfet du Finistère sous Gambetta, démissionnaire à la chute de Thiers en 1873, réintégré en juin 1876 (préfet de la Haute-Saône), relevé de ses fonctions le 16 mai 1877, redevenu préfet du Pas-de-Calais en décembre, enfin accédant au poste prestigieux de préfet de police en 1881 avant de quitter le service de l'État en 1885 à 47 ans seulement pour des raisons personnelles. Plus quelques autres, inclassables ; au total au moins 50 % de préfets très spécifiques qu'on ne peut ranger parmi les serviteurs professionnels et « ordinaires » du pouvoir central, ce qui réduit encore la modeste proportion observée plus haut.

Les quinze préfets restant ne forment qu'une population statistiquement très faible. Il est d'autant plus frappant de constater que plusieurs ont fait une carrière de haut niveau, ce qui là encore semblerait montrer que devenir préfet n'est pas une destinée banale pour un Breton avant 1914 et requiert des personnalités hors du commun : Emile Laurent, préfet de police sous la Première guerre mondiale, Paul Bouju, directeur de la Sûreté générale puis préfet de la Seine en 1925 (et poète), Roger Langeron, préfet de police de 1934 à 1941, arrêté et incarcéré par les Allemands ; sans compter Victor Rault, le seul préfet né en Bretagne (à Dinan en 1858) et qui revint exercer longuement ses fonctions sur place : préfet d'Ille-et-Vilaine de 1902 à 1907, puis de Loire-Inférieure de 1907 à 1911 avant de terminer sa carrière comme président de la commission du gouvernement de la Sarre en février 1920. Plus tard, et seulement plus tard, sous la Quatrième et la Cinquième républiques, l'augmentation sensible du nombre de préfets d'origine bretonne marquera – de ce point de vue et sans doute des autres – une « normalisation » de la région dans l'ensemble français.

Ajoutons que les 31 préfets forment une population socialement bien identifiable : 22 sur 31 sont nés dans une ville, et 18 dans une grande ville (à l'échelle de l'Ouest de l'époque, s'entend). Sur les 27 dont nous connaissons la profession du père, 16 (59 %) sont issus de familles déjà au service de l'État (préfets – il y en a deux – officiers, diplomates, magistrat – un seul – agents des finances, professeurs, médecins militaires). L'ensemble n'est donc nullement représentatif, non pas seulement de la population de la

région ce qui serait une évidence, mais même pas des seuls *notables* toutes catégories confondus. Pendant longtemps, la république n'a pu former des préfets bretons qu'à partir de la seule population déjà habituée à servir l'entité nationale, preuve que pour les autres ce n'était guère une voie envisageable – ou pour les ennemis du régime, une voie honorable.

Cette intégration incomplète et toujours réversible fut ainsi illustrée par les élections de 1888 (municipales) et 1889 (cantonales et législatives). Elles furent par exemple désastreuses en Ile-et-Vilaine, les monarchistes reprenant la majorité au conseil général. Il est vrai que la percée spectaculaire du boulangisme dans le département et les manœuvres aussi tortueuses que brutales du préfet Gabriel Leroux, envoyé pour anéantir les boulangistes locaux, avaient fortement contribué à cet échec⁶². On peut toutefois avancer l'idée qu'à partir des années 1890-1900, un paysage politique nouveau, valable jusqu'à la Seconde guerre mondiale, se met en place : le ralliement permettra une fusion progressive de la tendance catholique modérée et des républicains les moins intransigeants provoquant la naissance d'un « centre » dominant, au moins en Haute-Bretagne, tandis que la forte division droite cléricale-gauche intransigente reste plus pertinente en Bretagne occidentale⁶³. Ce modérantisme parfois catholique (tel qu'exprimé par *l'Ouest-Éclair* fondé en 1899), parfois laïc devient le mode politique éminent en Bretagne, au moins dans une partie de la province. La structure sociale avait favorisé la conquête républicaine : paysans propriétaires, commerçants urbains et ruraux, professions libérales un peu

62. Voir TANGUY, Jean-François, « Un préfet de la république contre le populisme boulangiste : Marie-Gabriel Leroux, préfet d'Ile-et-Vilaine (1889-1897) », dans *La Loi du 28 pluviôse an VIII deux cents après : le préfet et les libertés (XIX^e-XX^e siècles)*, PELISSON, Éric (dir.), Limoges, PULIM, 2001, p. 207-233.

63. « Sur l'ensemble de la période, la Haute Bretagne a tendance à évoluer plutôt vers la droite. La participation est forte et ceci semble aller de pair avec une droite à l'offensive qui peu à peu grignote les régions républicaines. [...] Au contraire, la Basse Bretagne, à partir de cette frontière linguistique, semble plutôt évoluer vers un radicalisme teinté de socialisme. » PIERRE, Patrick, *Les Bretons...*, *op. cit.*, p. 166. On remarquera qu'en matière politique (plus qu'ailleurs ?) le piège des mots est redoutable. L'évolution « vers la droite » est en fait l'affirmation d'une personnalité modérée, satisfaite des résultats d'une conquête républicaine achevée et qui n'a plus grand chose à voir avec la droite militante extrémiste des années 1870-1890. C'est en fait la Bretagne que décrivait André Siegfried en 1913 : « Vaut-il la peine dès lors de chercher dans ces cantons [il s'agit ici du nord de l'Ile-et-Vilaine] la ligne d'une orientation politique ? Je me le demande. [...] Au fond, le pays est catholique et dépourvu d'esprit démocratique. C'est pourquoi il se rallie à une république aussi décolorée que possible. [...] tous sont catholiques et égalitaires, jaloux du noble qu'ils n'aiment guère, respectueux mais indépendants du prêtre qu'ils ne suivent pas aveuglément. Sans convictions ancrées, ces populations amoureuses du pouvoir fort ont en somme – sans jamais avoir été bonapartistes sous la Troisième république – une sorte de tempérament "consulaire". Si elles viennent très sincèrement à la République, c'est pour des raisons plus sociales que politiques, parce que le régime actuel a donné au pays quarante ans de paix, parce qu'il a fait revivre la prospérité impériale, parce qu'il a dans l'ensemble – idée vague, mais juste – amélioré le sort du paysan. » SIEGFRIED, André, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, Paris, Armand Colin, 1913, rééd. Paris, Imprimerie nationale éditions, 1995, p. 169-170.

besogneuses jalousaient les grands notables et le giron républicain avait été pour eux un domaine d'accueil convenable. Cela leur suffisait, surtout dans la mesure où la république ne mettait pas trop en avant, ici, son anticléricalisme flamboyant : on remarquera en passant à quel point le testament d'Ange Blaize, républicain et chrétien, préfet et neveu de Lammenais, était en 1871 d'une perspicacité hors du commun. Reste que l'agression frontale contre les valeurs du catholicisme pouvait à l'occasion provoquer des réactions violentes et tout à fait spécifiques. C'est ce que l'on verra par exemple lors de la crise de 1906.

La crise des inventaires

La première (1880-1881) comme la seconde crise (1901-1905) entre le gouvernement républicain et l'Église avaient amené en Bretagne des incidents réels mais après tout limités et sans gravité. Il en avait d'ailleurs été de même dans la France entière. Pour des raisons sur lesquelles on discute encore, ce fut une conséquence apparemment mineure de la séparation des Églises et de l'État qui provoqua l'affrontement général entre l'opinion catholique et l'appareil du pouvoir. Il ne s'agit pas ici de refaire l'histoire des inventaires (printemps 1906), mais de montrer que l'Ouest en général et la Bretagne en particulier se singularisèrent par l'ampleur des manifestations et des résistances. La carte dressée par Jean-Marie Mayeur est sans équivoque : les zones d'incidents graves sont quelques régions rurales pratiquantes, comme le Pays basque, la Flandre, le sud du Massif central, mais surtout, massivement, l'Ouest, Bretagne, Mayenne, Vendée, Maine-et-Loire⁶⁴. Les inventaires furent perçus comme un abus de pouvoir impardonnable, une intrusion insupportable dans la vie des communautés, un vol manifeste des biens locaux par l'État usurpateur, impie, vandale et rapace.

Innombrables furent les laïcs et les religieux impliqués, condamnés, dans ou à l'occasion d'affrontements avec les gendarmes, la police, les sous-préfets, les agents de l'enregistrement. Mais on aurait tort d'imaginer un soulèvement général et uniforme de la province. Comme au temps de la chouannerie, les réactions furent extrêmement différenciées. Le Finistère, les Côtes-du-Nord furent le théâtre d'incidents variés, parfois pittoresques, parfois violents (ou les deux). Mais il est frappant de constater que les départements les plus « chouannés » de 1793-1800 se montrèrent les plus hostiles aux opérations : le Morbihan, l'Ille-et-Vilaine, la Loire-Inférieure, et aussi la Mayenne et la Vendée. En Loire-Inférieure, la domination politique des notables conservateurs⁶⁵ donna à la résistance l'aspect évident d'une

64. MAYEUR, Jean-Marie, *La Séparation de l'Église et de l'État*, Paris, Julliard, 1966, rééd. Les Éditions ouvrières, 1991.

65. Dans la plus grande partie (rurale) du département. Le « couloir » Nantes-Saint-Nazaire devient bien sûr très tôt une zone « rouge », mais les opérations dans les grandes villes, théâtres par espèce d'affrontements politiques, sont de nature tout à fait différentes de celles des campagnes et ne peuvent donner lieu aux mêmes conclusions. Voir

confrontation avec la république. Il en fut en partie de même en Mayenne⁶⁶ ou en Maine-et-Loire. En Ille-et-Vilaine, la situation apparaît moins simple qu'on ne pourrait l'imaginer, et très contrastée⁶⁷. D'abord, mise à part la ville de Rennes où les incidents sont dus moins au caractère conservateur et religieux de la cité, qui est un mythe⁶⁸, qu'à sa situation de chef-lieu où les manifestations sont faites d'abord pour attirer l'attention, et à l'importance numérique de sa population, on remarquera que tout le centre anciennement ou récemment républicain du département, tout le bassin de Rennes en particulier, est vierge de tout épisode significatif. Les troubles se localisent sur l'ensemble de la bordure est du département, et notamment sur les cantons proches de Vitré et le sud du pays de Fougères, là justement où les activités chouannes furent particulièrement virulentes, là où les « réactionnaires » faisaient leurs meilleurs scores électoraux depuis 1870⁶⁹. Ajoutons y le secteur sud-ouest, entre Saint-Méen-le-grand et Redon, bien marqué à droite, même si la domination conservatrice s'y trouve moins affirmée. Une exception, il est vrai : la zone littorale, le pays de Saint-Malo-Dinard, où la résistance est affirmée : dans ce secteur de conquête républicaine dans les années 1880, cette réussite ne s'était pas faite contre l'Église, mais par une sorte de « ralliement à la base » des catholiques modérés qui ne supportent pas la politique combiste et post-combiste. Cette opposition déterminée ne sera qu'un feu de paille et cédera au retour de la modération⁷⁰. Au total, même là où la pratique religieuse restait forte, et sauf dans le cas de la côte où d'autres facteurs ont dû jouer, il n'y a pas de résistance religieuse s'il n'existe pas de refus politique. Inversement, dans les secteurs où la droite reste forte, l'action antireligieuse du gouvernement permet de mobiliser les masses comme aucun autre motif.

BOURREAU, René, *Monarchie et modernité, L'utopie restitutionniste de la noblesse nantaise sous la III^e République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.

66. Voir DENIS, Michel, *L'Église et la République en Mayenne (1896-1906)*, Paris, C. Klincksieck, 1967.

67. Voir la carte dressée par S. TOURTELIER, dans *Les Inventaires en Ille-et-Vilaine en 1906*, mémoire de maîtrise sous la direction de Michel Lagrée, Rennes 2, 1989, p. 93.

68. À propos de l'affaire Dreyfus, on trouve dans un ouvrage récent : « Tout cela [et notamment l'influence du clergé] en fait une ville bourgeoise, conservatrice, figée dans ses traditions. » COSNIER, Colette et HELARD, André, *Rennes et Dreyfus en 1899, Une ville, un procès*, Paris, Horay, 1999, p. 14-15. Si l'Église est maîtresse de Rennes, comment a-t-elle pu laisser élire de 1880 à 1900, puis de 1908 aux années trente des équipes communales anticléricales ? Par goût du martyre ? Que les cléricaux fassent beaucoup de bruit, notamment dans la rue, qu'ils possèdent, surtout après 1900, la plupart des organes de presse, aucun doute. Mais les verdicts électoraux – sauf il est vrai en 1900-1908 avec la municipalité Pinault – leur sont constamment contraires.

69. Et avant. Mais « avant », ce n'est pas très significatif.

70. « La question religieuse a fortement compromis les assises religieuses du centre gauche [...] La séparation n'est pas acceptée, le radicalisme est rejeté [...] Surcouf et Guernier se présentent comme des hommes du centre, modérés. En 1914, la vague anticléricale passée, les deux députés s'inscrivent chez les radicaux. Ils sont très nettement majoritaires en 1914. » PIERRE, Patrick, *Les Bretons...*, op. cit., p. 336.

La crise des inventaires est révélatrice de la position politique de la Bretagne, et de l'Ouest en général avec quelques réserves. En trente-cinq ans, la République a bel et bien conquis les esprits et introduit des comportements nouveaux et permanents. Une partie de la région a rallié le régime nouveau sans beaucoup de difficultés parfois à cause de, mais surtout et le plus souvent malgré son anticléricalisme, tout en conservant une forte pratique religieuse. Une autre reste marquée par un tempérament oppositionnel farouche. Cette intégration d'un modèle assez particulier en France montre la souplesse et l'adaptabilité de la république, tout en offrant une image assez instructive des oppositions politiques et des raisons qui peuvent les sous-tendre. Ce n'est pas par hasard que l'Ouest offrit à André Siegfried en 1913 le thème de son premier grand livre de science politique : affrontement binaire, passage d'un camp à l'autre, présence de l'Église sans que celle-ci n'empêche la républicanisation, c'est dans l'Ouest que l'homme de science pouvait s'interroger le mieux sur les raisons qui font voter les individus non au hasard mais *pour* ou *contre* sans que des raisons sociales ou économiques claires puissent toujours expliquer ces comportements. Les interrogations de Siegfried prouvaient abondamment que loin d'être une anomalie dans l'ensemble national, l'Ouest était devenu un espace de questionnement pour ceux qui s'interrogeaient sur les destinées du pays tout entier.

RESUME

La guerre de 1870-1871 n'est pas habituellement perçue comme un tournant dans l'histoire de la Bretagne. Aucun combat, aucune place dans la stratégie gouvernementale de la Défense nationale. Et pourtant, à défaut de constituer un tournant, elle est certainement un révélateur : celui de l'intégration d'une province marginale et périphérique à l'ensemble national. En 1793, la guerre avait déclenché la Chouannerie. En 1870, il n'y aura ni refus, ni désertion massive et les populations se prêteront, sans enthousiasme peut-être mais sans réticence vraie, à la mobilisation et à l'effort demandé. Les lendemains de guerre montreront des progrès rapides dans la « nationalisation » et dans la « républicanisation » de la province, les deux allant ici de pair. Intégration partielle sans doute : la Bretagne ne fournira qu'une mince part des hauts fonctionnaires et hommes politiques majeurs de la France des années 1870-1914. À plusieurs reprises, des crises et des incidents montreront les limites de cette intégration, ainsi en 1906 lors des « Inventaires ». Mais globalement, l'intégration de la Bretagne à la nation précède, et ne suit pas, sa mise à niveau culturelle et économique qui ne viendra que plus tardivement.

ABSTRACT

The war of 1870-1871 is not usually perceived like a turning point in the history of Brittany. No combat, no place in the governmental strategy of National Defence. And yet, failing to constitute a turning point, it is certainly revealing: that of the integration of a marginal and peripheral province to the national unit. In 1793, the war had started the Chouannery. In 1870, there will be neither refusal, nor massive desertion and the populations will lend themselves, without enthusiasm perhaps but without true reserve, with the mobilization and the effort requested. The repercussions of war will show fast progress in the "nationalization" and the "republicanisation" of the province, these 2 qualities go together. Partial integration undoubtedly: Brittany will provide only one mean share of the senior officials and major politicians of France of the years 1870-1914. Several time, crises and incidents will show the limits of this integration, thus in 1906 at the time of the "Inventaires". But globally, the integration of Brittany to the nation precedes, and does not follow, its cultural and economic expansion which will only come more tardily.